

Quartier
Namur-Hippodrome

La réalité est celle-ci. J'habite un logement dit abordable pour personnes âgées autonomes et en légère perte d'autonomie géré par un OBNL-H à Verdun. Mon constat. Le marché immobilier y roule sur l'or. Le Condo est roi et maître. Ce n'est pas le nouveau projet de la Mairie de Montréal avec son 20-20-20 dans un condo ou une subvention de l'État dans un logement abordable que va régler la crise actuelle du logement.

Le logement dit "abordable" est du logement privé et non social. Même si les locataires reçoivent le Supplément au Loyer(SL), une subvention du gouvernement pour aider les plus démunis à payer 25% de leur revenu au loyer. Le seul logement social est le HLM étant public et financé par l'État. Les locataires de ces Logements à Loyer Modique(LLM) reçoivent ce SL.

L'OMHM pourrait en parler puisque c'est elle qui gère ces subventions dans les HLM existant et le logement abordable. Ce modèle dit abordable est différent du HLM parce qu'il exige des frais de service qui viennent augmenter le loyer. Habitant moi-même ce modèle de logement, si le gouvernement enlevait cette subvention, mon loyer deviendrait trop cher. Autrement dit inaccessible! N'ayant pas de HLM disponible, et surtout qu'il ne s'en construit plus de nouveau depuis 90-94, l'itinérance serait ma seule issue. Je demande aux organismes institutionnels et communautaires de dire la vérité sur cette réalité. Ce n'est pas plus le 20-20-20 de la Maire dans les nouvelles constructions qui est la solution. C'est plus un prétexte permettant au marché immobilier de les construire. Oui à un débat public sur le logement mais faut aussi agir en construisant des HLM, véritable solution pour combattre la pauvreté et la crise du logement actuelle. Si on veut combattre la gentrification actuelle de nos localités et appliquer la réelle mixité sociale, faut permettre aux citoyens de demeurer dans leur quartier. Les HLM sont un incontournable. Encore faut-il de la volonté politique à tous les paliers de gouvernement. Ce qui n'est pas le cas depuis des dizaines d'années. L'État doit donc financer la construction d'HLM. Ça presse!

Claude Talbot